

La prévisible défaite de la France au Moyen-Orient

par Thierry Meyssan

Alors que la signature de l'accord entre Washington et Téhéran se rapproche, Thierry Meyssan retrace et analyse la politique de François Hollande au Proche-Orient de soutien aux monarchies du Golfe et à l'apartheid israélien. De manière incontestable, il montre que cette politique, contraire aux valeurs de la République et aux intérêts de la Nation, sert exclusivement les ambitions personnelles de quelques individus et du groupe social qu'ils représentent.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 8 JUIN 2015

PORTUGUÊS РУССКИЙ فارسی ITALIANO DEUTSCH ESPAÑOL ENGLISH



Le 6 juillet 2012, le criminel de guerre Abou Saleh (Brigade Farouk) était l'invité spécial du président François Hollande (le jeune homme de face, assis sur le côté de la tribune, à la droite de la photo). Il avait dirigé l'Émirat islamique de Baba Amr et fait égorger en public plus de 150 personnes.

Élu en mai 2012 président de la République française, François Hollande aura imposé à son pays une orientation de politique étrangère entièrement nouvelle. Le fait qu'il se soit présenté

comme un homme de gauche a masqué aux yeux de ses concitoyens que ce haut-fonctionnaire tournait le dos aux intérêts de la Nation, à son histoire et à sa culture, et plaçait l'État au service d'un groupuscule de grands bourgeois néo-conservateurs.

Le changement du printemps 2012

► Alors que durant sa campagne électorale, il avait semblé ouvert à toutes les analyses, s'entourant de plusieurs groupes de réflexion concurrents, il devait mettre bas son masque dès sa prise de fonction, le 15 mai. Ainsi plaçait-il son mandat sous les auspices de Jules Ferry. Avec subtilité, il affirmait honorer le fondateur de l'école laïque et obligatoire et non pas le théoricien socialiste de la colonisation. Pourtant, la laïcité de Ferry ne visait pas à garantir la liberté de conscience, mais à extirper les enfants des mains de l'Église catholique et à les former, sous l'autorité des « hussards noirs », pour en faire la chair à canon de ses expéditions coloniales.

► Le 6 juillet, il réunissait à Paris une coalition d'États auto-proclamés « Amis de la Syrie », pour saboter l'accord de Genève et relancer la guerre contre la Syrie. Symboliquement, il saluait les « démocrates » (sic) du Conseil national syrien, une organisation fantoche composée par le Qatar en s'appuyant sur la société secrète des Frères musulmans. Il se pavanait **aux côtés du criminel de guerre Abou Saleh** qui avait dirigé l'Émirat islamique de Baba Amr et fait décapiter plus de 150 de ses compatriotes. **Il prononçait alors un discours, écrit en anglais par ses mentors, puis traduit en français.**

► Dans la foulée, le 22 juillet, il affirmait solennellement que la France était comptable des crimes commis par le gouvernement illégitime de Philippe Pétain envers les citoyens juifs. En d'autres termes, le haut-fonctionnaire Hollande posait la supériorité de l'État sur la République.

J'écrivais alors que François Hollande, prenant la succession de Philippe Pétain, avait offert la France aux puissants du moment et renouait avec la politique coloniale [1]. Considérant que mon exil politique m'avait fait perdre le sens de la mesure, beaucoup décidèrent d'ignorer ce qu'ils considéraient comme une outrance.

Aussi ai-je été soulagé en lisant le dernier ouvrage du démographe Emmanuel Todd, *Qui est Charlie ?*, dans lequel il s'emploie à analyser comment et pourquoi l'électorat actuel du Parti socialiste est l'héritier des « Maréchalistes » [2]. J'ai toujours éprouvé une forte admiration pour cet intellectuel qui est parvenu à montrer l'impact inconscient des systèmes familiaux sur l'histoire. Étant étudiant en sciences politiques, j'avais dévoré sa thèse montrant que la division du monde durant la Guerre froide correspondait en réalité aux structures familiales des peuples. Cartes à l'appui, il observe qu'aujourd'hui, l'électorat du Parti socialiste, largement déchristianisé, a perdu ses repères et se replie sur lui-même. Il avait déjà analysé le ralliement de la classe dirigeante autour du culte de l'euro, c'est-à-dire de la loi du plus fort dans l'espace européen. Il conclue que le Parti socialiste a vendu le pays à l'étranger avec l'approbation d'un électorat de possédants.



Jacques Audibert, François Hollande et le général Benoît Puga en réunion à l'Élysée.

L'équipe de François Hollande

Le changement de politique étrangère voulu par le président de la République s'appuie sur une analyse simple : les États-Unis ayant moins besoin du pétrole du Golfe ont annoncé leur intention de faire pivoter leur dispositif militaire vers l'Extrême-Orient. En soutenant Washington à la manière d'un Tony Blair sur la scène internationale, François Hollande pourrait prendre la place que les États-Unis laissent vacante dans le Golfe et bénéficier d'argent facile.

C'est en toute logique que le Qatar —c'est-à-dire Exxon-Mobil, la société

des Rockefeller— a largement financé la campagne électorale de François Hollande [3]. Ce don illégal au regard du droit français ayant été négocié par Laurent Fabius, M. Hollande, une fois élu, le désigna ministre des Affaires étrangères malgré leur vieille rivalité.

La cour effectuée par François Hollande auprès de ses généreux mécènes du Golfe s'accompagne d'un soutien appuyé à l'État d'Israël. On se souvient que le président Charles De Gaulle avait rompu avec cet État colonial, en 1967, affirmant que la France, qui s'était alliée avec lui pour contrôler le Canal de Suez et lutter contre l'indépendance de l'Algérie, ne pouvait plus le faire une fois qu'elle avait renoncé à son Empire. Le président Hollande choisit, au contraire, de déclarer en hébreu lors de son arrivée à l'aéroport de Tel-Aviv, en novembre 2013 : « *Tamid écha-èr ravèr chël Israël*, je suis votre ami et je le serai toujours » [4].

Pour mettre en œuvre son virage, le président a constitué une équipe autour de deux personnalités d'extrême-droite : son chef d'état-major privé, le général Benoît Puga, et son conseiller diplomatique, Jacques Audibert.

Le général Benoît Puga est un ancien de « la coloniale » (infanterie de Marine). Chrétien lefebvrisme, il ne fait pas mystère de son admiration de l'ancien archevêque de Dakar et de sa détestation de la Révolution française. Entre deux messes à Saint Nicolas-du-Chardonnet, il a dirigé les Opérations spéciales et le Renseignement militaire. Il avait été nommé à l'Élysée par le président Nicolas Sarkozy et, fait sans précédent pour cette fonction, a été incorporé dans son cabinet par son successeur.

Jacques Audibert est souvent qualifié par ses anciens collaborateurs d'« Américain avec un passeport français », sa dévotion à l'impérialisme états-unien et au colonialisme israélien étant bien plus grande que son respect pour la République française. Il a joué un rôle central dans le blocage durant des années des négociations 5+1 avec l'Iran. Il espérait être nommé représentant permanent de la France à l'Onu, mais a finalement rejoint le président Hollande à l'Élysée.

Lorsqu'il était directeur des Affaires politiques au Quai d'Orsay, Jacques Audibert a systématiquement éliminé les diplomates arabisants en commençant par les plus compétents. Les plus prestigieux ont été exilés en Amérique latine. Il s'agissait certes d'éliminer tout soutien aux Palestiniens pour satisfaire les colons israéliens, mais aussi et surtout d'en terminer avec

des siècles de « politique arabe de la France » de manière à laisser tomber les alliés traditionnels et à se rapprocher des milliardaires du Golfe, malgré leurs dictatures et leur fanatisme religieux.

Cette évolution, aussi surprenante soit elle, correspond à ce que François Hollande avait annoncé, il y a plusieurs années. Reçu le 30 novembre 2005 par le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), il avait alors déclaré, selon le procès-verbal de séance : « Il y a une tendance qui remonte à loin, ce que l'on appelle la politique arabe de la France et il n'est pas admissible qu'une administration ait une idéologie. Il y a un problème de recrutement au Quai d'Orsay et à l'ENA et ce recrutement devrait être réorganisé » [5].

Le fond de la pensée Hollande

François Hollande a exprimé le fond de sa pensée en évoquant la Résistance. Il a défini ce concept lors de la panthéonisation de quatre grandes figures de la Résistance française, le 27 mai dernier, en excluant les communistes de son hommage.

La Résistance française a inspiré des États et des milices qui, aujourd'hui, disent non à l'occupation de leur terre et à la soumission à un régime d'apartheid. En hommage à leurs prédécesseurs français, ils ont défini leur alliance comme l'« Axe de la Résistance ».

Mais aux Palestiniens, François Hollande a dénié le droit de résister et, dans la droite ligne de l'armistice de 1940 les a enjoint de « négocier » (sic). Il a fait qualifier le Hezbollah de « terroristes » par l'Union européenne, comme Philippe Pétain fit condamner Charles De Gaulle à mort pour « terrorisme » [6]. Il a livré la guerre aux Syriens et a imposé un siège économique aux Iraniens.



Après le président israélien Shimon Peres par vidéo-conférence, François Hollande a été le second chef d'État non-musulman invité à une séance du Conseil de coopération du Golfe.

François Hollande et les dictateurs du Golfe

Durant les trois dernières années, la France a bénéficié du soutien d'Hillary Clinton et du général David Petraeus pour les États-Unis, d'Exxon-Mobil et de son État privé le Qatar, et enfin de la famille des Séoud et de l'État privé auquel elle a donné son nom d'« Arabie saoudite ».

La France a pu ainsi lancer une seconde guerre contre la Syrie et l'Irak en déplaçant des dizaines de milliers de mercenaires venus du monde entier, dont quelques milliers de Français. Elle porte ainsi une responsabilité primordiale dans les centaines de milliers de morts qui ont endeuillé le Levant. Bien sûr, tout cela a été fait sous couvert d'aide humanitaire à des populations martyrisées.

Officiellement, cette politique n'a pas encore donné ses fruits. La Syrie est toujours en guerre et il est impossible d'en exploiter le gaz, bien que les « Amis de la Syrie » (sic) se le soient déjà répartis, en juin 2012 [7]. Par contre,

- ▶ la France a reçu une commande de 3 milliards de dollars en armement de l'Arabie saoudite pour l'Armée libanaise. Il s'agissait de remercier les Libanais de ne pas avoir enregistré les aveux de Majed el-Majed, l'agent de liaison entre l'Arabie saoudite et al-Qaïda et de remercier les Français de mener la guerre contre la Syrie [8].
- ▶ la France a vendu 24 Rafale au Qatar pour 6,3 milliards d'euros.

Mais ces méga-contrats ne profiteront pas à la France :

- ▶ les Israéliens ont opposé un veto à la vente au Liban d'armes capables de leur résister. La France n'a donc été autorisée qu'à fournir pour 700 millions de dollars d'uniformes, de véhicules de service et d'armes de poing. Les 2,3 milliards restants seront des armes dépassées fabriquées en Allemagne de l'Est.
- ▶ le Qatar a certes acheté des Rafales, mais a exigé en échange que le gouvernement contraigne Air-France à abandonner certaines de ses lignes les plus profitables à Qatar Airways.

De toute manière, même si ces contrats avaient été honnêtes, ils n'auraient jamais remplacé ceux qui ont été perdus par l'acharnement de Jacques Audibert contre toutes sociétés françaises travaillant avec l'Iran, tel Peugeot ou Total, ni par celui du général Benoît Puga pour faire détruire toutes les usines françaises installées en Syrie.



Le 30 juin, malgré l'opposition de Benjamin Netanyahu et de François Hollande, et leurs multiples tentatives de sabotage, John Kerry et Mohammad Javad Zarif devraient signer d'une part un accord multi-parties sur le nucléaire et, d'autre part, un accord bilatéral de cessez-le-feu régional.

L'accord Washington-Téhéran

Malgré les efforts de l'équipe Hollande en général et de Jacques Audibert en particulier, l'accord négocié entre les États-Unis et l'Iran devrait être signé le 30 juin 2015. On se reportera à mes articles antérieurs sur les conséquences de ce texte [9]. D'ores et déjà, il apparaît que les deux grands perdants seront le peuple palestinien et la France. Le premier parce

que plus personne ne défendra son droit inaliénable au retour et la seconde parce qu'elle aura associé son nom à trois ans d'injustice et de massacres dans cette région.

Cette semaine, le 2 juin, le secrétaire d'État adjoint, Antony Blinken, est venu co-présider à Paris une réunion des 22 États membres de la Coalition internationale anti-Daesh. Contrairement à ce qu'en a dit la presse française, il ne s'agissait pas d'organiser la riposte militaire aux chutes de Ramadi et de Palmyre ; le Pentagone n'a pas besoin de réunir ses alliés pour savoir ce qu'il doit faire. Non, le sujet était de faire avaler son chapeau au ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, et de lui faire accepter l'accord irano-états-unien. Ce qu'il a été contraint de faire.

La signature de l'accord était menacée par la chute de Palmyre qui coupe la « route de la soie », c'est-à-dire la voie de communication entre l'Iran d'un côté, la Syrie et le Hezbollah de l'autre [10]. Dans le cas où Palmyre resterait aux mains des jihadistes (c'est-à-dire des mercenaires luttant contre l'« Axe de la Résistance » [11]), Téhéran ne pourrait pas transporter son gaz et l'exporter vers l'Europe et n'aurait donc aucun intérêt à s'entendre avec Washington.

Le secrétaire d'État adjoint Antony Blinken a donc informé l'assistance qu'il avait autorisé l'« Axe de la Résistance » à amener en Syrie des troupes fraîches pour vaincre Daesh. Il s'agit en l'occurrence de 10 000 Gardiens de la Révolution, qui viendront renforcer l'Armée arabe syrienne avant le 30 juin. Jusqu'ici les Syriens se défendaient seuls, uniquement avec le Hezbollah libanais et le PKK turc, mais sans troupes russes ou iraniennes, ni milices irakiennes.

Antony Blinken a également informé ses interlocuteurs qu'il avait été conclu avec la Russie un accord autorisant la tenue d'une conférence de paix sur la Syrie, sous les auspices des Nations unies au Kazakhstan. Il a exigé que Laurent Fabius signe une déclaration finale acceptant le principe d'un gouvernement syrien désigné par « consentement mutuel » entre l'actuelle coalition au pouvoir (Baas et PSNS) et ses différentes oppositions, qu'elles soient à Paris ou à Damas.

Après s'être fait remonter les bretelles, M. Fabius a ravalé son slogan « Bachar doit partir », a admis que le président el-Assad terminerait le mandat pour lequel son peuple l'a largement élu, et s'est piteusement rabattu sur un « Monsieur Bachar (sic) ne sera pas l'avenir de la Syrie ».

Dans trois semaines, le roi devrait être nu. En signant ensemble, Washington et Téhéran réduiront à néant les calculs de François Hollande, du néoconservateur Jacques Audibert et du néo-fasciste Benoît Puga.

Thierry Meyssan

[1] « [La France selon François Hollande](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 30 juillet 2012.

[2] La majorité des Français qui soutinrent l'armistice de Philippe Pétain n'étaient pas des fascistes, mais des « Maréchalistes ». Traumatisés par la boucherie de 14-18, ils se réfugiaient derrière l'autorité du vainqueur de Verdun pour justifier leur refus de combattre l'envahisseur nazi.

[3] « [François Hollande négocie avec l'émir de Qatar](#) », Réseau Voltaire, 31 janvier 2012.

[4] « [Déclaration de François Hollande à son arrivée à l'aéroport de Tel-Aviv](#) », par François Hollande, *Réseau Voltaire*, 17 novembre 2013.

[5] « [France : le Parti socialiste s'engage à éliminer les diplomates pro-arabes](#) », par Ossama Lotfy, *Réseau Voltaire*, 9 janvier 2006.

[6] « [L'UE assimile la Résistance libanaise à du terrorisme](#) », *Réseau Voltaire*, 22 juillet 2013.

[7] « [Les « Amis de la Syrie » se partagent l'économie syrienne avant de l'avoir conquise](#) », par German Foreign Policy, *Horizons et débats* (Suisse), *Réseau Voltaire*, 14 juin 2012.

[8] « [Le silence et la trahison qui valaient 3 milliards de dollars](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 15 janvier 2014.

[9] Voir notamment : « [Que deviendra le Proche-Orient après l'accord entre Washington et Téhéran ?](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 18 mai 2015.

[10] « [La chute de Palmyre renverse l'équilibre géopolitique au Levant](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 25 mai 2015.

[11] « [Les jihadistes au service de l'impérialisme](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 1er juin 2015.

Source : « La prévisible défaite de la France au Moyen-Orient », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 8 juin 2015, www.voltairenet.org/article187818.html